

« CE LOBBY EST PLUS AGRESSIF QUE D'AUTRES »

Luk Joossens dissèque près de quarante années de combat contre le fléau du tabac en Belgique : la faiblesse des pouvoirs publics, le chantage à l'emploi, l'ingéniosité des lobbyistes. Et les victoires engrangées, à travers les volutes de fumée...

ENTRETIEN : LAURENCE VAN RUYMBEKE

C'est la Fondation contre le cancer qui l'écrivait, l'an passé : « Durant quarante ans, Luk Joossens a été pour les géants du tabac ce que Naomi Klein est actuellement pour les multinationales : un cauchemar. » Luk Joossens a débuté sa croisade contre la cigarette en 1977. Une croisade qu'il a menée au sein du Crioc (le Centre de recherche et d'informations des organisations de consommateurs) puis pour la Fondation contre le cancer. Son départ à la retraite, en octobre dernier, ne l'a pas désarmé face à l'industrie du tabac : il a publié *De tabakslobby in België*, dont la traduction en français paraît ce 18 mai (1).

Vous racontez quarante ans de lutte contre le lobby du tabac en vous fondant notamment sur des documents inédits et confidentiels, internes à ce secteur industriel. En entamant votre carrière de défenseur des consommateurs, vous attendiez-vous à une telle influence de ce lobby sur les décideurs politiques, et à de telles charges à votre égard ?

Non. Je n'avais par exemple jamais imaginé que les fabricants de tabac puissent organiser eux-mêmes une très lucrative contrebande, avérée, de leurs produits. En ce qui me concerne, je n'ai jamais été menacé directement, ni ma famille. Mais j'ai perdu mon emploi au Crioc dans des circonstances troubles liées, selon moi, à mon combat contre le lobby du tabac. Et le BASP, un bureau européen de prévention du tabagisme, pour lequel je travaillais dans les années 1990, a soudainement été privé de subsides. Deux fois dans ma vie, donc, j'ai été arrêté dans ma course parce que je faisais trop bien mon travail. A partir du début des années 1990, l'industrie du tabac me tenait à l'œil, observant mes publications et mes déclarations, suivant mes voyages, scanant mes conférences. Mon nom est cité dans environ 1 500 documents internes et confidentiels de l'industrie du tabac.

A-t-on tenté de vous corrompre ?

Ce type de lobbyiste ne vient pas vous voir avec une valise pleine d'argent. On vous rencontre d'abord, pour vous tester. J'ai un jour rencontré le vice-président

du groupe Philip Morris. A un moment, il me demande si ça me gêne s'il fume. Je réponds « oui », bien sûr. Si j'avais dit non, que serait-il arrivé ? Lors d'un autre rendez-vous avec un producteur de tabac, alors que je me battais dans une structure sans guère de moyens, ce dernier me lâche : « Ça doit être gênant de travailler avec si peu d'argent... ». Ça, c'était une autre manière de me tester. Mais le lobby n'est jamais allé plus loin.

Le lobby du tabac peut-il être comparé à ceux de la pharmacie, de l'énergie nucléaire ou de l'alcool ?

Les techniques sont globalement les mêmes que celles des autres lobbys. La différence, avec le tabac, c'est que ce produit ne présente aucune valeur ajoutée. Le tabac est un produit que l'on achète et qui détruit la santé, des fumeurs comme des non-fumeurs. Autrement dit, la position de ceux qui le produisent et le défendent est tellement mauvaise qu'ils doivent davantage que d'autres secteurs recourir au lobbying. Donc, ils sont beaucoup plus agressifs que d'autres.

Vous relevez la lenteur extrême avec laquelle l'interdiction de fumer dans les lieux publics s'est finalement imposée en Belgique. Comment l'expliquez-vous ? Par l'importance des recettes fiscales que l'Etat récupère sur les ventes de tabac : 3 milliards d'euros par an ?

Je ne crois pas. Ce qui paralyse davantage l'action du gouvernement, c'est la guerre continuelle entre les défenseurs de la santé publique, en lien avec le tabac, et ceux qui s'arc-boutent sur les enjeux économiques. Le lobby du tabac n'a de cesse

d'actionner le levier des pertes d'emplois qui pourraient se produire dans le secteur si telle ou telle mesure était prise. Il alerte ainsi les médias, puis passe le relais aux acteurs économiques qui dépendent du tabac. Quand il est question d'interdire la pub pour la cigarette lors du grand prix de Francorchamps, c'est le secteur Horeca qui monte au front et avertit que l'emploi va fondre dans la région. Procéder de la sorte est une des forces de ce lobby. Or, les arguments économiques généralement évoqués sont chaque fois fondés sur des études bidon.

La défense de la santé publique était-elle systématiquement le fait de partis de gauche, tandis que les intérêts économiques l'étaient de partis de droite ?

Non. Ecolo, par exemple, n'a jamais été défenseur du tabac mais s'est parfois montré silencieux sur la question. Au sein de chaque parti, il y a des gens favorables ou défavorables au tabac, souvent pour des raisons personnelles. Généralement, les élus utilisent la thématique pour se faire connaître en début de carrière, en défendant les aspects liés à la santé. Mais dès qu'ils sont aux affaires, ils veulent se montrer responsables et se mettent à le défendre sur le plan économique. Regardez comment agit Maggie De Block, ministre fédérale de la Santé : elle annonce qu'elle va lancer une consultation des détaillants avant de décider quoi que ce soit à propos des paquets de cigarettes neutres. Mais est-elle ministre des PME ou de la santé ?

Les responsables politiques**semblent avoir peur d'intervenir****sur ce dossier. De quoi ont-ils peur ?**

Des pertes d'emploi. Les responsables politiques se retranchent aussi derrière l'argument selon lequel l'efficacité des mesures restrictives proposées n'est pas garantie. Or, depuis cinquante ans, on connaît les dangers du tabac et on sait quelles sont les mesures efficaces pour lutter contre sa consommation. 6 000 personnes meurent chaque année en Belgique des suites d'un cancer du poumon, et ce chiffre va encore augmenter.

Avec le recul, quelles sont vos plus grandes victoires ?

L'interdiction de la publicité, même s'il a fallu vingt ans pour l'obtenir. Et le protocole de l'OMS (*NDLR: Organisation mondiale de la santé*) sur le commerce illicite du tabac. A ce jour, il a été ratifié par

26 Etats et il en faut 40. La Belgique a signé le texte mais ne l'a pas encore ratifié.

Quelles seraient les autres mesures à prendre encore en Belgique ?

Introduire la traçabilité des produits liés au tabac, augmenter la taxation sur ces produits, interdire la publicité dans les lieux de vente, lancer les paquets de cigarettes neutres (c'est-à-dire sans marque), interdire de fumer dans un véhicule en présence d'enfants... La Belgique tarde à agir parce que certains partis considèrent qu'il ne faut pas trop réglementer la vie quotidienne des gens : la N-VA et l'Open VLD, le plus souvent.

Faut-il interdire la vente de tabac ?

Fumer devrait pouvoir être comparé au crachat en rue, généralisé au XIX^e siècle et qui a disparu aujourd'hui, ou presque.

Mais je ne crois pas utile d'interdire la vente de tabac. ♦



(1) *La Guerre du tabac en Belgique*, par Luk Joossens, éd. La Boîte à Pandore.